Solidarité et unité contre les provocations anti-musulmanes et le racisme! Défense du droit de manifester!

La colère des musulmans et des musulmanes contre le film « L'innocence des Musulmans »*, commis par un Américain copte réactionnaire, est légitime. Il ne s'agit pas de mettre en cause la liberté d'expression, mais de combattre les provocations racistes, qui constituent des incitations à la haine et nourrissent la montée de la xénophobie, notamment contre les musulman-e-s. En réponse aux chrétiens intégristes, des islamistes intégristes profitent certes de l'occasion pour recruter et fanatiser de nouveaux adeptes au service des leurs idées réactionnaires ; mais ce n'est pas une raison pour dénier aux musulman-e-s le droit de manifester et d'exprimer notamment leur colère contre l'impérialisme américain et ses alliés. Nous condamnons avec la plus grande fermeté les interdictions de manifestation décidées par le ministre PS de l'Intérieur, le crypto-sarkozyste Manuel Vals qui fut pris naguère en flagrant délit de propos racistes sur le marché d'Évry dont il est maire. Accepter aujourd'hui d'interdire des manifestations de musulmans contre les États-Unis, c'est préparer l'interdiction demain d'autres manifestations, c'est aider l'État bourgeois à rogner toujours un peu plus les libertés démocratiques dont ont besoin les exploité-e-s et les opprimé-e-s.*

Quand les Musulman-e-s sont attaqué-e-s en tant que tels, comme quand les Juifs ou d'autres communautés religieuses ou ethniques sont attaqués en tant que tels, les révolutionnaires en sont inconditionnellement solidaires : ces attaques ne peuvent que nourrir la division des travailleurs/ses et des peuples dans l'intérêt des capitalistes, des impérialistes, de l'extrême droite et des idéologues réactionnaires de tout poil. Seul le mouvement ouvrier, en surmontant les divisions, en réalisant l'unité de classe des exploité-e-s, en organisant la résistance sociale et idéologique aux attaques du patronat, du gouvernement et des médias à leur service, en entraînant dans la lutte tou-te-s les opprimé-e-s, peut contrer la montée du racisme.

Nous soutenons pleinement la décision du NPA, prise par le Conseil Politique National (CPN) des 22-23 septembre, de convoquer une réunion unitaire pour lancer une grande campagne contre le racisme, notamment à l'égard des musulmans.

Ni union sacrée avec les bourgeois « démocrates », ni alliance avec les islamistes : pour une position marxiste

(Article de 2006 paru suite à la première affaire des « caricatures de Mahomet » parues dans un quotidien danois, puis dans *Charlie hebdo*)

« La Haute Église d'Angleterre, par exemple, pardonnera plus facilement qu'on s'en prenne à 38 des 39 articles de la Foi qu'à un seul 39e de ses revenus en argent. L'athéisme lui-même, de nos jours, est une faute vénielle comparé à la critique des rapports de propriété traditionnels. » (Karl Marx, *Le Capital,* Livre I, Préface à la première édition, éd. PUF, 1993.)

Quelle position les communistes révolutionnaires doivent-ils adopter dans l'affaire des caricatures de Mahomet ? Cette question peut sembler difficile à trancher, à en juger par la diversité inconciliable des positions défendues par les différents groupes et organisations qui se réclament du mouvement ouvrier, de la révolution, voire du marxisme (pour ne pas parler ici des forces ouvertement bourgeoises). Cependant, ces positions se sont en fait polarisées à travers des polémiques aussi véhémentes que celles provoquées en son temps par la loi interdisant le voile musulman à l'école (1). Pour schématiser, le caractère passionnel du débat tend à ramener peu ou prou les thèses des uns et des autres à deux positions extrêmes. D'un côté, on a ceux qui considèrent la liberté d'expression comme une valeur telle que sa défense justifierait de voler au secours d'un quotidien danois réactionnaire, le *Jyllands-Posten* (et des autres journaux bourgeois et petits-bourgeois qui lui ont emboîté le pas) au moment où il publie des caricatures racistes et provocatrices contre les musulmans, notamment celle qui fait clairement un amalgame entre ceux-ci et les terroristes aveugles (2). À l'opposé, d'autres considèrent que les musulmans seraient l'incarnation même des victimes de l'impérialisme, au point que leur défense contre les provocations « islamophobes » justifierait de s'allier avec les forces les plus réactionnaires de l'islam politique (3). Au-delà de cette opposition entre deux thèses extrêmes, la difficulté du problème est encore aggravée par le fait que, comme c'est souvent le cas dans ce type de polémiques, nombre d'arguments mis en avant par les uns et les autres sont tout à fait pertinents… si on les considère en eux-mêmes, indépendamment de la position qu'ils servent à étayer, c'est-à-dire abstraitement. (Bien sûr, nous ne nous arrêtons même pas ici sur les organisations qui préfèrent ne pas se prononcer sur la question (4) ; que ce soit par couardise ou par trade-unionisme, elles refusent de donner un point de vue ouvrier et communiste aux millions de prolétaires qui, soumis au matraquage médiatique bourgeois, sont en droit d'attendre des organisations qui prétendent les défendre, sur cette question comme sur les autres, des analyses et des prises de position indépendantes, capables de faire progresser la conscience de classe.)

Contre les abstractions bourgeoises, pour des critères de classe

D'un point de vue communiste révolutionnaire, les deux principales thèses opposées sont l'une et l'autre également erronées, dans la mesure où elles ne reposent pas *fondamentalement* sur des critères de classe prolétariens. Certes, une bonne partie de la confusion tient au fait que les uns et les autres invoquent les intérêts historiques du prolétariat et les valeurs du socialisme ou du communisme pour essayer de justifier leur position. Mais celle-ci n'en est pas moins, dans les deux cas, fondamentalement

petite-bourgeoise, qu'il s'agisse de l'*universalisme abstrait* de ceux qui voudraient subordonner les intérêts du prolétariat et le combat communiste à la « liberté d'expression » en soi et plus généralement aux « droits de l'homme » de la bourgeoisie, ou qu'il s'agisse du *particularisme* tout aussi abstrait de ceux qui, dans les faits, en viennent à troquer la défense des intérêts du prolétariat contre la défense des musulmans en tant que tels, catégorie purement religieuse et donc superficielle, qui n'a rien à voir avec de véritables critères de classe. De fait, les uns et les autres sont des opportunistes, les premiers parce qu'ils communient dans l'union sacrée derrière la presse bourgeoise au nom de la liberté d'expression en soi, les autres parce qu'ils s'allient aux islamistes sous prétexte de défendre les musulmans en tant que victimes prétendument archétypiques de l'impérialisme.

Face à ces deux écueils petits-bourgeois, le critère d'intervention politique des marxistes authentiques ne saurait être que celui du combat indépendant du prolétariat pour son auto-émancipation et *par conséquent* pour sa constitution en tant que sujet historique organisé en parti politique distinct. Karl Marx, en effet, parce qu'il était à la fois — indissociablement — disciple de Hegel et communiste révolutionnaire, a bien montré que le combat du prolétariat pour son émancipation ne relevait ni de l'universalisme abstrait des prétendus « droits de l'homme », ni d'un quelconque particularisme (pas même « ouvriériste »), mais d'une compréhension radicale, révolutionnaire, de ce que Hegel appelait l'*« universel concret ».* Pour Marx, la lutte de classe du prolétariat contre le capitalisme, pour le communisme, implique indissociablement la rupture avec les idéaux purement abstraits de la « liberté » et de l' « égalité » bourgeoises (piétinés quotidiennement par la réalité de l'exploitation et de l'oppression capitalistes) et l'affirmation selon laquelle seule la lutte révolutionnaire du prolétariat organisé en parti politique pourra commencer à réaliser ces idéaux, dès lors posés non plus comme principes abstraits, mais comme *objectifs* sociaux du combat communiste.

Dans l'affaire des caricatures de Mahomet, ce n'est donc pas la liberté en soi, ni la défense des musulmans en général, qui peut servir de base et de critère d'intervention pour les marxistes, mais c'est exclusivement le programme politique du prolétariat organisé prenant lui-même en main son destin. Tout programme politique étant à la fois déclaration de principes guidant l'action et décisions tactiques par lesquelles cette action se réalise, cette affaire de caricatures oblige les marxistes à mettre clairement en avant leurs principes et à proposer indissociablement des objectifs politiques immédiats pour la lutte prolétarienne indépendante. Dans cette perspective, la provocation politique du quotidien danois doit être dénoncée et combattue, mais selon une ligne marxiste : le problème n'est pas qu'elle serait blasphématoire (les communistes soutiennent le droit au blasphème en tant qu'arme de leur combat contre les puissances religieuses instituées, et ils ne sauraient évidemment être « islamophiles » !) ; le problème, c'est qu'elle constitue une agression politique de type raciste contre les musulmans en tant que tels (et tout particulièrement, selon une métonymie grossière, contre les Arabes en tant que tels), agression qui se concentre

dans l'amalgame entre l'islam et le terrorisme aveugle contre les civils. Politiquement, ces caricatures s'inscrivent donc bien dans le cadre de la « guerre des civilisations » menée par l'impérialisme américain et ses suppôts européens.

Les marxistes doivent combattre les provocations des médias bourgeois

Face à une telle provocation politique, il ne s'agit donc pas de demander une quelconque restriction de la liberté d'expression en général, comme le proposent non seulement tous ceux qui veulent profiter de cette affaire pour renforcer les Églises et les religions (notamment en interdisant le droit au blasphème sous prétexte de « respecter » les croyants), mais aussi ceux qui prétendent vouloir défendre les opprimés contre le racisme. En revanche, il est crucial d'expliquer clairement aux travailleurs, et notamment à ceux de confession musulmane, que *les médias de la bourgeoisie, tout comme l'ensemble de son personnel politique et idéologique, ont comme rôle principal de défendre les intérêts du capitalisme en général et des impérialismes les plus puissants en particulier.* Car c'est bien pour cette raison qu'ils ont inévitablement recours, à un plus au moins grand degré, aux provocations racistes, aux amalgames, à la stigmatisation de certaines catégories de la population. Et c'est aussi pour cette raison qu'ils mènent des campagnes politiques haineuses contre telle ou telle force politique combattue par leurs maîtres bourgeois, qu'il s'agisse de forces ouvrières résistant au capital ou même de forces bourgeoises dominées qui, comme les États et les dirigeants islamistes, contestent les excès de l'impérialisme tout en collaborant avec lui pour maintenir le prolétariat et les peuples sous le joug global de l'exploitation et de l'oppression bourgeoises, dont ils voudraient tirer plus de profit pour eux-mêmes. De ce point de vue, ce n'est évidemment pas un hasard si l' « affaire des caricatures » de Mahomet a éclaté non au moment de leur publication, mais quelques jours après que l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA) eut saisi le Conseil de sécurité de l'ONU dans le cadre du bras de fer entre l'Iran et les puissances impérialistes ; quelques jours après, aussi, que les masses palestiniennes eurent chassé du pouvoir le Fatah collaborationniste et corrompu, pour y porter le Hamas, ce parti qui, quels que soient par ailleurs les aspects réactionnaires de son programme, continue de rejeter les accords d'Oslo, de refuser la reconnaissance de l'État sioniste et d'exiger le retour de tous les réfugiés.

En un mot, au lieu de partir dans leur grande croisade pour la « liberté d'expression » alors que celle-ci n'était pas mise en cause par les États où les journaux en question ont été publiés, bien des prétendus marxistes auraient mieux fait de dénoncer et de combattre le système politico-idéologico-médiatique de la bourgeoisie impérialiste, dont l'islam politique n'est qu'un appendice. Dans cette perspective, des manifestations prolétariennes et populaires contre les journaux en question, en tant qu'appareils provocateurs de la bourgeoisie, étaient parfaitement légitimes, à condition que leur base d'appel ne soit pas la mise en cause de la liberté d'expression et que leur cadre ne

soit pas celui d'une alliance avec l'islam politique, mais le combat de classe explicite contre l'impérialisme et les provocations réactionnaires de ses sbires médiatiques. Car, de manière plus générale, toute lutte contre les provocations et les mensonges des médias bourgeois, pour la plupart valets du capital, ne peut que renforcer la conscience du prolétariat et des opprimés, les inciter à ne compter que sur eux-mêmes pour défendre leurs intérêts avec leurs propres luttes et leur propre presse.

Quant à l'aliénation religieuse de nombreux travailleurs, les communistes révolutionnaires ne se privent pas de la combattre, mais ce combat ne saurait passer par des provocations gratuites de petits-bourgeois soi-disant « libres penseurs » du genre de *Charlie-Hebdo,* qui sont aussi prompts à caricaturer Mahomet qu'à s'allier avec les politiciens bourgeois quand il s'agit de combattre contre les travailleurs, par exemple pour la « Constitution » européenne. Le seul combat réellement « respectueux » des travailleurs contre leur aliénation religieuse est celui qui passe par l'éducation scientifique, par la diffusion militante du matérialisme et du marxisme, et par le combat politique en général contre le système capitaliste qui pérennise la misère réelle des masses, le désespoir et la frustration des aspirations individuelles ici-bas. Et c'est aussi dans ce cadre que s'inscrit, comme l'une de ses composantes importantes, quoique subordonnées, le combat politique et idéologique contre les Églises et les puissances religieuses en tant qu'institutions de la bourgeoisie, d'ailleurs le plus souvent liées de près ou de loin aux États eux-mêmes.

Autres articles sur le même sujet

- Contribution de la Tendance CLAIRE sur la question du foulard musulman au moment où elle déchirait le NPA (2010) : http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/autre/CLAIRE-Religion_Foulard.pdf
- Article sur la loi Chirac contre le foulard musulman à l'école (2006) : http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/autre/Chirac-Foulard.pdf

---

1) Cf. lien vers l'article à mettre sur le site TC.

2) Cette position est défendue par l'AWL britannique et, en France, par l'association Solidarité Irak, ou par Vincent Presumey (rédacteur de la *Lettre de liaison* [aujourd'hui groupe « Militant » qui a intégré le Parti de gauche comme courant se réclamant de la révolution]), etc.

3) Cette position est défendue par le SWP britannique et par ses camarades en France, courant de la LCR [aujourd'hui du NPA, autour de la revue *Que faire ?*].

4) C'est le cas par exemple du PT [aujourd'hui POI] ou de LO.

Ludovic Wolfgang, le 2 octobre 2012